

Assises communistes pour affirmer nos partis pris écologiques (p. 4)

Supplément à l'Humanité

Communiste

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e - Comité de rédaction : Jacques Chabalié - Guénolé Fournet - Yann Henzel - Méline Le Gourrière - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Emilie Lecroq - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur : Jean-Louis Le Moing
 Rédaction : Gérard Streiff (Tél. : 01 40 40 12 41) - Mèl : communistes@pcf.fr - Relecture : Jacqueline Lamothe - Mise en pages : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

MOUVEMENT SOCIAL

• Mobilisation le 15 mars (Ehpad, retraites)



Vive les communes
 Le 18 mars, banquet, place de la République

• Journée d'action le 22 mars du service public (SNCF, Fonction publique, Energie, Santé...)



SNCF : changer OUI, casser NON

Europe, avec sa doctrine libérale, mène une guerre contre le service public ferroviaire. En France, avec le nouveau pacte ferroviaire issu du rapport Spinetta, j'y joue un rôle central.

Une France à deux vitesses

Alors que les besoins de mobilité ne cessent d'augmenter, cette réforme n'apportera aucune réponse. En refusant de financer les « petites lignes », le gouvernement laisse la responsabilité aux régions, sans aucun moyen supplémentaire. Plus de 6000 kilomètres sont menacés !

La concentration des investissements sur les métropoles et les grands nœuds ferroviaires va créer des déserts ferroviaires.

Le statut comme argument de la division

Le gouvernement veut supprimer le statut des cheminots pour les nouveaux embauchés. Ce régime, qu'il finance par des cotisations plus élevées que celles du régime général, n'est en fait responsable de la dette de la SNCF. Avec cette suppression purement idéologique, le gouvernement oppose les cheminots aux usagers.

Ouverture à la concurrence : rien n'est obligatoire

Pour justifier l'urgence et la violence de cette réforme, le gouvernement dit que l'ouverture à la concurrence est inéluctable. Mensonge ! Rien n'est obligatoire, les traités européens ne l'imposent pas.

La hausse des prix, le rétrécissement du réseau et la baisse du niveau de sécurité : les usagers seront les grands perdants de l'ouverture à la concurrence !

Usagers, citoyens, cheminots, élus : luttons pour un service public ferroviaire de qualité. C'est notre patrimoine. Il faut investir pour le développer et l'arméliorer.

Une réforme anti-écologique !



SERVEZ-VOUS

CSG

Hold-up sur les retraites
 Ce n'est pas aux retraités de payer !

Depuis le 1^{er} janvier, **60% des retraités ont vu leur pension baisser**, parfois de plusieurs centaines d'euros par an : Parce que Macron fait le choix des riches **POUR EUX, C'EST LE JACKPOT !**

3 milliards de cadeaux

- Suppression de l'impôt sur la fortune
- Exonération sur les lingots d'or
- Exonération sur les yachts

Fortin Hospitalier, déremboursement des médicaments, CSG... Ce sont les profits qui doivent financer la Santé, pas les retraités !

PCF **ÉCARTÉ**

MEDIAS
 Pierre Laurent est chez J.-J. Bourdin à RMC/BFM vendredi 16 mars, 8 h 30

Conférences de presse :

- Contre le massacre des Kurdes d'Afrin, mercredi 14 mars à 14 h
- Projet de loi contre Airbnb, jeudi 15 mars, 14 h
- Propositions communistes pour un autre projet pour la SNCF mardi 20 mars à 9 h 30

VIDÉOS

- Pierre Laurent, soutien aux Kurdes d'Afrin
- Cheminots



A L'INITIATIVE

SNCF

La bataille de l'opinion



L'annonce par le Premier ministre de la « réforme » de la SNCF domine l'actualité de ces derniers jours. Cette annonce est révélatrice de la méthode Macron/Philippe. Le pouvoir fait mine de consulter, d'engager une concertation avec les syndicats ; dans le même temps, il commande des rapports à des « experts », tous acquis à la pensée libérale. L'objectif est de transformer en profondeur la société, le modèle social et démocratique du pays, cela le plus rapidement possible.

Concernant l'attaque contre la SNCF, des commentateurs parlent même de « tournant », de « rupture ». Tout cela traduit une volonté d'imposer un choc à la Thatcher ou à la Reagan : Macron veut être l'homme de fer français, briser les syndicats, s'attaquer au bastion des cheminots afin d'avoir les mains libres, demain, pour engager la réforme des retraites. Le pouvoir compte sur le soutien de l'opinion publique pour faire passer ses réformes. Sa manière de faire pour diviser les Français, depuis le début du quinquennat, fait partie de sa méthode. On l'a vu encore au salon de l'agriculture opposant les agriculteurs aux cheminots. Il sait que sur la réforme de la SNCF, le ras-le-bol suscité par de nombreux dysfonctionnements ainsi que la campagne à coups de menaces et de rumeurs menée depuis des années contre les cheminots et leur statut peuvent l'aider à faire accepter une réforme brutale. Des sondages vont dans ce sens. C'est une rude bataille qui s'engage sur la réforme ferroviaire. L'annonce du gouvernement n'est pas arrivée par hasard. Il s'agit d'un calcul bien orchestré. Il y a eu les annonces de Macron sur une éventuelle reprise de la « dette » de la SNCF contre le statut des cheminots, puis le rapport Duron sur les infrastructures, laissant présager un financement bien en deçà des besoins ; les Assises de la mobilité ont écarté la question du transport ferroviaire ; ensuite est sorti le rapport Spinetta. Ce rapport, dans ses grandes lignes, vise tout à la fois la réduction du mode ferroviaire (fermeture de 6 000 à 9 000 km de « petites lignes »), la filialisation du fret, la hausse du coût pour la collectivité et les usagers, la casse du groupe public ferroviaire, la privatisation avec les deux branches SNCF Mobilités et SNCF Réseau transformées en sociétés anonymes, la casse sociale avec des transferts de cheminots au privé et la fin de leur statut pour les nouveaux embauchés.

Le gouvernement a cherché à déminer le terrain en recevant les associations d'usagers, les représentants des collectivités, notamment les régions, la direction de l'entreprise et les syndicats ; il veut éviter la fronde des élus locaux et prétend se soucier des petites lignes alors que les financements seraient concentrés autour des métropoles et que la concurrence serait ouverte sur ces lignes. En fait, le pouvoir reprend l'intégralité du rapport Spinetta avec l'objectif d'aller vers la privatisation de la SNCF. Il avance l'argument, partagé par tous, que la situation de notre système ferroviaire se dé-



grade et qu'on ne peut en rester au statu quo, qu'il y a besoin de réformer et d'aller vite. Cependant, ses propositions (austérité, concurrence et casse sociale) ne feront qu'aggraver la situation du transport ferroviaire. La méthode pour réformer est brutale : le recours aux ordonnances laisse bien peu de temps à la concertation avec les syndicats, avec les usagers et avec les parlementaires. Un projet de loi d'habilitation sera présenté le 14 mars en Conseil des ministres...

Le gouvernement renvoie la question de la reprise de la dette (plus de 50 milliards d'euros) aux « efforts » qui seront produits par le nouveau projet de l'entreprise et par les cheminots, ce qui revient à accepter la casse du statut et de l'entreprise.

Il n'aborde pas la question du fret ferroviaire, grand absent de ce plan à l'heure de la crise écologique. Le gouvernement prétend que l'ouverture à la concurrence est inéluctable alors que les directives européennes n'obligent pas les pays à aller en ce sens. Il préconise le passage du statut d'EPIC (établissement public), où l'Etat est propriétaire, à celui de société à capitaux publics où l'Etat n'est qu'actionnaire et où il pourrait se désengager, comme cela s'est produit avec d'autres services publics. En vérité, le pouvoir mise sur la division des Français pour faire passer son projet. Comme si la fin du statut des cheminots allait régler la dette et serait source d'amélioration des transports et des infrastructures !

Dès le rapport Spinetta rendu public, la mobilisation syndicale s'est organisée.

Le 7 mars, la CGT cheminots a rendu public son projet sur l'avenir du transport ferroviaire public et contre le statu quo.

Quelle campagne devons-nous mener pour être à la hauteur des enjeux dans un calendrier serré ?

Il y a déjà de nombreuses luttes dans le pays où les communistes sont fortement impliqués. D'abord, et c'est l'essentiel pour nous, il s'agit de mener la bataille des idées auprès de l'opinion publique, des usagers pour démonter les mensonges et les pièges, parler du statut, de la dette, de la concurrence. Il nous faut également montrer en quoi la privatisation serait dangereuse et inefficace et que d'autres projets sont possibles pour un service public ferroviaire de qualité. Le PCF a produit une contribution dans le cadre des Assises de la mobilité (voir le site 2017.pcf.fr).

Une rencontre bilatérale avec la CGT cheminots était d'ailleurs programmée mercredi dernier, lors de laquelle nous avons échangé sur la situation, le calendrier et sur les mobilisations à faire grandir auprès de l'opinion publique, des usagers.

Le PCF appelle l'ensemble des communistes à se déployer auprès des usagers, avec des rencontres, des diffusions devant toutes les gares, à interpeller les présidents des conseils régionaux, à présenter et faire voter des vœux dans les collectivités...

Ensemble, déployons une grande campagne, partout en France, pour exiger un service public du ferroviaire à la hauteur des besoins sociaux, écologiques et économiques du pays. ✪

Isabelle De Almeida
présidente du CN

MOBILISATION NATIONALE DES COMMUNISTES

Devant les gares du 20 au 30 mars /
Conférence de presse du PCF le 19 mars

Débats :
Gironde le 20 mars / Oise à Saint-Maximin le 13 avril /
Aveyron à Saint-Affrique le 19 avril



Banquet populaire de Grigny (91), avec 250 participants.



Tour de France des hôpitaux : étape à Montargis (45) en présence de Pierre Laurent et de nos candidats, Bruno Nothin et Françoise Causse, à l'élection législative partielle du 18 mars.

Etats généraux de l'industrie à Vénissieux (69).



Recréer la confiance politique Un travail de longue durée

Dans son rapport introductif à la réunion des secrétaires fédéraux, le 7 mars dernier, **Émilie Lecroq**, responsable du secteur Vie du Parti, a caractérisé la situation « paradoxale » d'un pouvoir de moins en moins soutenu dans l'opinion et de plus agressif dans sa politique. Elle a décrit le paysage politique puis a détaillé la multiplicité d'actions dans lesquelles les communistes sont engagés. Elle a montré enfin comment cette action des communistes était reliée aux enjeux de Congrès.

« Si, avec ce congrès, nous avons l'ambition de rendre notre parti plus utile dans notre objectif de transformation sociale, cette question doit être au cœur de nos débats. Il faut qu'on réinterroge notre rapport aux luttes, aux actrices et acteurs de ces luttes, comme aux mouvements qui existent dans la société ; en bref, le rapport qu'entretient le PCF avec la société. Les batailles que nous menons sont des temps forts pour expérimenter afin d'être plus à même d'apporter des solutions à ces questions. Ce sont des moments pour expérimenter notre conception du rassemblement, notre capacité à travailler, sur le long terme, avec le plus grand nombre, comme pour nous aider à définir les outils nous permettant d'y parvenir. »

Sur le congrès, les militants les plus investis dans la vie du Parti ont commencé à s'emparer des débats. « Mais il nous faut aller plus loin. Travaillons à solliciter les contributions de camarades investis dans les luttes afin qu'à partir de leur expérience concrète d'action, ils questionnent notre stratégie de transformation sociale comme notre mode de fonctionnement. Travaillons à relier les luttes locales et nationales aux questionnements de congrès lors des débats que nous organisons. [...] Le nombre de communistes qui débattront ensemble comme la qualité des questions que nous saurons mettre en avant participeront à faire de ce congrès un congrès extraordinaire. Et nous ne partons pas de rien ! »

Émilie Lecroq rappelait la consultation des adhérents en septembre dernier, l'assemblée des animateurs et animatrices de section, le 18 novembre.

« Nous sommes désormais dans une seconde phase, celle du travail des chantiers et de l'écriture de la proposition de base commune à plusieurs mains, alimentée par les réflexions des chantiers et par les contributions. [...] Nos processus de congrès, précédemment, nous mettaient surtout en position de réagir face à une proposition, à un texte, alors que cette fois chacun, chacune et collectivement sont invité.e.s, dès à pré-

sent, à être force de propositions.

Aujourd'hui, c'est donc cette étape de multiplication des apports qu'il nous faut franchir avec l'objectif de permettre à chaque communiste d'être source de proposition pour construire une organisation à la hauteur des défis. [...] Et parce que cela bouleverse nos habitudes, il nous faut faire ensemble tous les efforts de direction nécessaires pour délier au maximum la parole, susciter les réactions et surtout les propositions. Pour y aider, une série de nouveaux textes sera envoyée d'ici fin mars. Ces textes travailleront à affiner les questions et dessiner les premières pistes de réponses. Autour de la mi-avril, chaque chantier devra fournir à la commission du texte, animée par Guillaume Roubaud-Quashie, une contribution pour alimenter la rédaction de la base commune. Début mai, une première proposition de texte sera ainsi soumise à l'enrichissement du CN. Il est donc primordial, dans cette phase où nous sommes, de concentrer nos efforts d'animation sur ce travail libérant l'expression de tous les communistes et cela jusqu'au vote de la proposition de base commune en Conseil national les 2 et 3 juin. »

Il y a une multitude de luttes car le pouvoir ouvre une multitude de fronts, note Pierre Laurent en fin de réunion. Dans le tour de France des hôpitaux, les parlementaires communistes rencontrent nombre d'acteurs dont le diagnostic est très proche du nôtre : « un dialogue se noue, il faut l'entretenir, le cultiver, recréer de la confiance politique ». C'est un travail de longue durée, une reconstruction qu'il faut mener avec esprit de suite. « La phase de reconstruction d'une alternative à Macron passe par cette proximité. » Il faut redevenir des interlocuteurs pour tous ces gens en attente mais très défiants à égard des « politiques ». Il faut fédérer et faire grandir la conscience politique. ✪

G. S.



MASSACRE D'AFRIN Un massacre organisé, une guerre totale contre les Kurdes

Dans le ciel d'Afrin, l'armée turque bombarde la population au moment où les troupes de Daech avec les troupes turques font une offensive au sol. A cette heure, ils s'approchent du centre ville d'Afrin. C'est un massacre organisé, une guerre totale contre les kurdes.

Erdogan construit ainsi dans le sang sa domination régionale, dont les répercussions géopolitiques sont extrêmement dangereuses pour la région, mais aussi pour la planète en permettant à Daech de se reconstruire.

Face aux massacres, face aux dangers, nous ne pouvons pas rester inertes. J'ai interpellé cette nuit l'Élysée. Le député Jean-Paul Lecoq a alerté la présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Nous demandons l'intervention de la France, de l'Union européenne, des Nations unies pour stopper le projet fou d'Erdogan par tout moyen.

J'appelle les progressistes, les forces démocratiques, les élu.e.s, les militant.e.s de la paix à se mobiliser aujourd'hui et dans les jours qui viennent. [...]

Pierre Laurent,
secrétaire national du PCF

ITALIE • La dérive populiste et la menace de la droite extrême doivent être conjurées

Les élections parlementaires du 4 mars ont été marquées par la percée historique des forces populistes de la droite extrême (Ligue 17 % et Mouvement 5 étoiles 32 %), au détriment de la droite de Berlusconi, héritière de la démocratie chrétienne (14 %) et du Parti démocrate à son plus bas niveau (19 %). Dans le même temps, une partie de la gauche de transformation sociale et écologique (Libres et Égaux 3,3 %) atteint de justesse le seuil pour entrer au Parlement (19 élus), alors que les communistes (PRC et PCI) associés dans Pouvoir au peuple à une partie de l'extrême gauche et aux centres sociaux n'obtiennent que 1,1 % et sont, une nouvelle fois, exclus du Parlement.

Dans une Italie, coupée en deux, profondément touchée par la crise économique et les fractures territoriale, sociale et générationnelle que celle-ci a engendré, le PD de Matteo Renzi et de l'actuel Premier ministre Paolo Gentiloni a été une nouvelle fois lourdement sanctionné. Il l'avait déjà été, en décembre 2016, sur la modification antidémocratique de la Constitution qui traduisait également le rejet de ses mesures « austéritaires » et de réforme du marché du travail (Jobs Act). Ce recul – y compris dans les anciennes « zones rouges » du centre du pays – profite avant tout au Mouvement populiste 5 étoiles qui, tout en ayant un profil ambigu sur les réponses à apporter à la crise économique et sur les

migrants, a su récupérer dans un vote de rejet des partis de « l'establishment » la frustration sociale mais aussi les espoirs des exclus, alors que parallèlement dans le nord du pays, la Ligue, coalisée avec l'ensemble de la droite, poussait les vents nauséabonds de la xénophobie et des peurs identitaires et sécuritaires contre les migrants.

Ces fractures traversent aujourd'hui toute l'Europe, alors que les gouvernants actuels de l'UE entendent garder le cap des politiques d'ajustement néolibéral, autoritaires et militaristes imposées à leurs peuples. Leurs politiques et leur bilan sur la question migratoire, attisant les tensions identitaires, ultranationalistes voire fascistes au sein même des États, sont un des aspects les plus lourds de dangers pour l'Europe.

Au vu des résultats, aucune majorité claire ne pourra être constituée facilement ; ni par la droite coalisée, ni par le Mouvement 5 étoiles de Luigi Di Maio dont une possible alliance avec le Parti démocrate semble plus que problématique. Le PD affaibli a décidé dans un premier temps d'être dans l'opposition, puisque la voie d'une « large entente » avec une partie de la droite est pour le moment exclue. Une période d'instabilité politique s'annonce donc qui peut amener dans les prochains mois à la convocation de nouvelles élections. Pour le moment, l'UE et les milieux patronaux qui



voudraient que soient créées les conditions d'un « gouvernement stable » au service de leurs intérêts font savoir qu'en tout état de cause les réformes structurelles engagées par la droite et aggravées par Renzi devront être « accélérées », comme l'affirme cyniquement le patron de la « Confindustria » (ndlr : Confédération générale de l'industrie italienne).

Pour les forces progressistes, en Italie comme dans toute l'Europe, l'enjeu est de taille. Affaiblies, souvent marginalisées, divisées, elles peuvent et doivent néanmoins trouver les ressources pour se remobiliser et contester les politiques de régression sociale et démocratique, au sein même de chaque pays et ensemble en Europe. Il leur faut trouver les convergences dans un projet alternatif – de coopérations sans domination et de paix – à celui d'une Union européenne qui a inscrit ses politiques de régression sociale et démocratique dans le marbre des traités, notamment par des politiques de voisinage aux normes d'une mondialisation de plus en plus néolibérale et d'une fuite en avant dans la militarisation et la guerre au risque de reculs de civilisation pour les peuples. ✪

José Cordon
Relations internationales-Europe

Des assises communistes pour affirmer nos partis pris écologiques

Nous entrons dans une phase active de la préparation des assises communistes de l'écologie prévues les 4 et 5 mai. Les inscriptions sont ouvertes sur le site du Parti congres2018.pcf.fr. Cette initiative conforte les choix prioritaires qui se sont exprimés lors nos deux dernières consultations mais, dans le même temps, lorsqu'il s'agit, pour les Français, d'identifier le combat communiste, le mot « environnement » n'est cité que par 2 % des sondés¹. Nous avons donc une profonde contradiction à résoudre. Les communistes sont des acteurs environnementaux de terrain, en particulier les élu-e-s au travers de leurs réalisations construites en concertation. Tout cela reste trop partiellement valorisé dans nos paroles et nos actes. L'attente des communistes est forte, comme le montrent déjà les contributions et suggestions de l'atelier sur Internet consacré aux assises. Cela traduit l'intérêt que les militant-e-s accordent aux enjeux environnementaux et à la place politique que l'écologie doit prendre dans le projet des communistes. Ces conclusions seront utiles à nos réflexions de congrès. Toutefois, je pense qu'il nous faut franchir un cap qualitatif bien supérieur. Car chacun-e pressent bien que l'avenir de l'humanité se joue, aujourd'hui, en très grande partie, sur la relation qu'entretient l'humain à la planète, en interaction plus ou moins affirmée avec la lutte de classes. Nombre d'acteurs-trices et citoyen-ne-s, parmi lesquel-le-s les communistes, agissent dans le contexte actuel du capitalisme mondialisé financiarisé et perçoivent ce système comme un obstacle à leurs luttes pour bien vivre. Le capitalisme exploite partout avec la même indécence, selon les mots de Marx, les hommes et la nature. Or, dans le contexte de la crise du capitalisme, il ne peut y avoir d'avenir décent, pour l'humanité et pour la planète, sans une mobilisation permanente des citoyen-ne-s et des salarié-e-s pour extirper les biens communs des griffes du marché et ainsi préserver les ressources naturelles. Les services publics aujourd'hui très malmenés doivent avoir les moyens de remplir cette mission. Nous devons rendre plus conséquent et plus persistant notre engagement sur ce terrain.

Nous ne sommes pas sans bagages

Nous refusons tout projet de société qui parierait sur les peurs. Car il n'y a aucun mystère dans l'action humaine. Le travail scientifique conserve, à nos yeux, toute son utilité pour comprendre le monde. Nous voulons construire un nouveau mode de développement humain durable, promouvoir d'autres façons de produire et de consommer en intégrant les enjeux de sûreté et de santé environnementale. Comment faire cela sans donner la parole aux premiers concernés : les salarié-e-s et les consommateur-trice-s qui sont porteurs

MOBILISATION NATIONALE POUR CONSERVER LA PROPRIÉTÉ PUBLIQUE DE L'EAU ET DES OUVRAGES HYDROÉLECTRIQUES

Rendez-vous le 8 avril 2018 au barrage du Sautet (Isère)

Formons une grande chaîne humaine pour empêcher le privé d'entrer dans les concessions hydrauliques publiques

INSCRIVEZ-VOUS
http://2017.pcf.fr/chaine_humaine_barrage_du_sautet_isere

d'alternatives ?

Nous pensons que s'opposer à la suprématie de la finance sur la vie des femmes et des hommes c'est agir pour substituer aux critères financiers du CAC 40 ou économiques tels que le PIB, de nouveaux éléments de mesure du bien-vivre au travers d'indices de développement humain (IDH).

Il s'agit donc, avec les assises des 4 et 5 mai, tout à la fois d'enrichir nos partis pris écologiques au travers du grand débat du vendredi soir, comme de décider, au travers de 7 ateliers, le samedi toute la journée, des mobilisations à envisager pour le court et le moyen terme.

Au moment où le débat sur le chemin de l'alternative - non populiste - au libéralisme et à la politique de Macron se développe, nous pouvons porter notre projet politique écologique en lui donnant un nom facilement identifiable et porteur de nos spécificités : l'écommunisme.

Bien sûr cela peut faire débat, mais engageons-le. L'écommunisme, cela pourrait être la marque de fabrique environnementale et/ou écologique des communistes identifiable au travers d'un « concept » que les assises doivent préciser et un logo qui pourrait faciliter l'identification de l'action des communistes au service de l'humanité et de la planète. C'est aux communistes à prendre les choses en main !

Hervé Bramy
membre du CN
responsable commission Écologie

1. À la question : « Parmi les mots suivants, quels sont ceux qui correspondent le mieux à l'image que vous vous faites du communisme, en France aujourd'hui ? », le mot environnement ne recueille que 2 % d'opinions favorables. Enquête ViaVoice, février 2018.

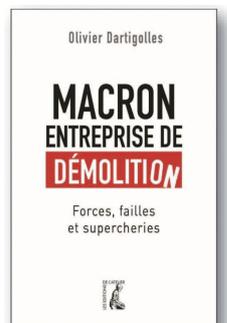
La boîte à clones

Les élèves qui postulaient pour l'entrée à l'ENA en 2017 ont fait preuve d'un total conformisme. C'est le très officiel rapport du jury du concours d'entrée qui le dit. On y apprend que les candidats « récitent des fiches », utilisent tous « les mêmes formules, incapables de les justifier », se targuent de « références strictement identiques d'une copie à l'autre ». Exemple : l'Union européenne est systématiquement présentée « comme un ordre établi qui ne pourrait être différent ». Pas la moindre trace d'esprit critique, aucun sens de la nuance, au point que les membres du jury, qui ne sont pourtant pas des modèles de contestation, regrettent que pour les candidats 2017 « la copie idéale est comme un texte éthéré où n'apparaîtraient surtout pas les sujets délicats. Cette autocensure aboutit à des copies très uniformes où le point de vue personnel apparaît rarement ». A noter, toujours selon le rapport, que les candidats seraient aussi très bons dans les disciplines techniques comme les finances publiques. Ainsi se forme l'élite de l'administration française, des clones libéraux décérébrés qui vont remplir demain préfectures et ministères en rabâchant, un peu comme des « répliquants » de « Blade runner » : dé-fi-cit, au-sté-ri-té.

Gérard Streiff

MACRON, ENTREPRISE DE DÉMOLITION

Forces, failles et supercheries
Olivier Dartigolles (144 pages, 10 €)
COMMANDE des organisations
Règlement à l'ordre du PCF à :
PCF - 2, place du Colonel-Fabien
75019 Paris
Prix préférentiel pour les fédérations



Pour des débats autour du livre :
Alain Feuchot afeuchot@pcf.fr (Tél. : 01 40 40 11 11)

PROCHAINES RENCONTRES AUTOUR DU LIVRE D'OLIVIER DARTIGOLLES
14 mars, Perpignan
16 mars, Nîmes
20 mars, Marseille
21 mars, Digne

Des états généraux de la révolution numérique féconds de perspectives politiques

Avec plus de 350 participants dont beaucoup de jeunes, sur deux jours et treize ateliers, les états généraux de la révolution numérique (EGRN) organisés par le PCF sur le thème « de reprendre le pouvoir » ont été une grande réussite au regard des objectifs politiques fixés à cette manifestation. D'abord cela a été un moment de rencontre fort entre notre parti, ses militant-e-s, les citoyen-ne-s, et les acteurs-trices de la révolution numérique. On a débattu, on a confronté et on a construit ensemble, dans un climat entre mai 68 et nuit debout. Loin de toute fascination technophile ou d'effroi technophobe, loin de tout colloque académique, les EGRN ont été un lieu ouvert de construction collective et participative d'une pensée politique critique du numérique débouchant sur des luttes émancipatrices. L'atelier sur le coopérativisme de plateforme avec la participation des animateurs du projet Coopcycle en a été une forte illustration. Les EGRN ont aussi répondu à une fonction qui est consubstantielle à la raison sociale du PCF depuis 1920 : faire des classes populaires des acteurs politiques sur tous les enjeux essentiels de nos sociétés. C'est pourquoi dans les débats, comme avec l'exposition « Les ordis libres » et avec la présence militante des exposants, les EGRN ont eu aussi une dimension forte d'éducation populaire afin de rendre intelligibles à chacune et chacun les enjeux de la révolution numérique,



même les plus pointus comme la Blockchain.

La formule qui associe pour les intervenants un panel de dirigeant-e-s du Parti, de chercheurs, et de syndicalistes ou activistes du digital a été féconde. Nombre d'intervenants, qu'ils soient chercheurs, syndicalistes ou activistes du numérique, ont tenu à souligner publiquement que le PCF était le seul parti à développer une pensée critique de la révolution numérique et à la confronter avec le mouvement de la société.

Après l'assassinat politique du Conseil national du numérique par Emmanuel Macron, l'un des premiers prolongements de cet événement est la décision de constituer un Conseil citoyen du numérique qui serait un lieu d'échanges et de constructions d'une pensée critique et progressiste de la révolution numérique, en lien avec tous les combats émancipateurs de notre société. Cette proposition répond à la fois à une demande objective et manifeste des intervenants aux EGRN comme des participants à cet événement.

Avant les 4^e EGRN de mars 2019, le prochain grand rendez-vous public du numérique progressiste sera la Fête de l'Humanité avec son 5^e espace des hackers, du logiciel et matériel libre et des fablabs.

Yann Le Pollatec
responsable de la commission Révolution numérique du PCF

SOUSCRIPTION

Je verse : euros

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19

<http://adhesion.pcf.fr/soutenir>

Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.